

Plusieurs milliers de personnes réunies à Paris en soutien aux Antilles

samedi 28 février 2009, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 28 février 2009).

PARIS, 28 fév 2009 (AFP) - Plusieurs milliers de personnes (3.500, selon la police, 4.000 selon les organisateurs) étaient réunies samedi après-midi place de la Nation à Paris en soutien « au peuple des Antilles », ont constaté deux journalistes de l'AFP.

Le président du CollectifDom, à l'origine de ce rassemblement, Daniel Dalin s'est dit « *confiant dans la dynamique enclenchée* » à la Guadeloupe et à la Martinique mais a dit qu'il « *imagin(ait) mal le Medef revenir* » sur l'accord intervenu pour une hausse de 200 euros des bas salaires. « *Ce serait mettre l'île à feu et à sang* », a-t-il dit. Le Medef, la CGPME et six autres organisations représentant des secteurs-clé (transports, tourisme, industrie, BTP) refusaient toujours de signer cet accord. « *Nicolas Sarkozy a dit qu'il devait y avoir des Etats généraux de l'Outre-mer pour mettre les choses à plat mais nous devons rester mobilisés pour que les promesses soient tenues* », a ajouté M. Dalin.

Parlant en créole à la foule, Liliane Bino, la soeur de Jacques Bino, le syndicaliste tué en Guadeloupe, a lancé : « *Mon frère n'est pas mort pour rien, il est mort pour un combat* ». Roselyne, 30 ans, dont la famille vit en Martinique, a témoigné à l'AFP de « *la flambée des prix depuis le passage à l'euro* » sur l'île, prenant comme exemple les « *quatre yaourts à sept euros* ». Cette visiteuse médicale se dit « *fière aujourd'hui que les Antillais se soient réveillés* ». « *La situation en Outre-mer est prévisible et annoncée, on tire la sonnette d'alarme depuis des années* », a déclaré à l'AFP Lilian Malet, délégué général de l'Association des communes et collectivités d'Outre-mer (ACCD'OM). « *L'Outre-mer est riche, nous ne venons pas les mains vides, nous voulons montrer ce qu'on apporte à la nation* », a-t-il ajouté.

Des personnalités politiques d'extrême gauche étaient aussi présentes dans le rassemblement, comme Arlette Laguiller, ex porte-parole de LO, qui a fait un passage éclair en début de manifestation.

De retour des Antilles, Olivier Besancenot, tee-shirt jaune du LKP sur les épaules, a assuré devant des journalistes qu'une « *grande partie de la population se tourne vers le LKP pour régler leurs problèmes quotidiens et non plus vers les élus locaux* ». « *C'est quelque chose dont devrait s'inspirer la gauche sociale et politique en France* », a poursuivi le porte-parole du NPA.

Des artistes et des responsables politiques ou syndicaux doivent se succéder jusqu'à 21h00 sur la scène installée sur la place de la Nation.

mb-ll/pmg/luc

4 000 manifestants à Paris en soutien « au peuple des Antilles »

Plusieurs milliers de personnes (3 500, selon la police, 4 000 selon les organisateurs) étaient réunies, samedi 28 février, place de la Nation à Paris en soutien « au peuple des Antilles ».

Le président du CollectifDom, à l'origine de ce rassemblement, Daniel Dalin s'est dit « *confiant dans la dynamique enclenchée* » à la Guadeloupe et à la Martinique mais a dit qu'il « *imagin(ait) mal le Medef revenir* » sur l'accord intervenu pour une hausse de 200 euros des bas salaires. « *Ce serait mettre l'île à feu et à sang* », a-t-il dit.

Interrogé sur France info, le dirigeant local du Medef, Willy Angèle, a pourtant expliqué que ses adhérents n'appliqueraient pas cet accord prévoyant le financement d'une hausse salariale par les entreprises pour 50 euros, les collectivités locales pour 50 euros et de l'Etat pour 100 euros.

LE MEDEF REFUSE TOUJOURS L'ACCORD

Elie Domota, chef de file du LKP, avait dit vendredi qu'une extension de cet accord serait demandée à l'ensemble des entreprises de Guadeloupe, y compris celles adhérant au Medef. Le directeur départemental adjoint du travail, Urbain Arconte, représentant de l'Etat, avait confirmé qu'une demande d'extension serait formulée auprès du ministère du Travail, mais cette solution semble juridiquement douteuse.

Dans une lettre envoyée au préfet publiée sur nouvelobs.com, les syndicats patronaux non signataires de l'accord lancent une mise en garde, contre « *les risques juridiques* » d'une telle extension de l'accord minoritaire. Selon le préfet de Guadeloupe, Nicolas Desforges, l'accord concerne pour l'instant 15.000 à 17.000 salariés sur 85.000, mais Willy Angèle parle de 3.000 à 4.000 seulement.

A Paris, dans la manifestation, Liliane Bino, la soeur de Jacques Bino, le syndicaliste tué en Guadeloupe, a lancé en créole : « *Mon frère n'est pas mort pour rien, il est mort pour un combat* ».

Des personnalités politiques d'extrême gauche étaient aussi présentes dans le rassemblement, comme Arlette Laguiller, ex porte-parole de Lutte ouvrière, qui a fait un passage éclair en début de manifestation. De retour des Antilles, Olivier Besancenot, tee-shirt jaune du LKP sur les épaules, a assuré devant des journalistes qu'une « *grande partie de la population se tourne vers le LKP pour régler leurs problèmes quotidiens et non plus vers les élus locaux* ». « *C'est quelque chose dont devrait s'inspirer la gauche sociale et politique en France* », a poursuivi le porte-parole du NPA.

* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 28.02.09 | 19h45.